

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasme AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Abattement d'un trimestre de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) 2020

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Codifiée par les articles L.2333-6 et suivants du Code de l'environnement, la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) frappe les supports publicitaires et les enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

La Ville de Montpellier considère qu'en cette période de crise il est nécessaire de soutenir le tissu économique qui subit depuis le mois de mars une chute brutale de l'activité dans la plupart des secteurs.

Conformément à l'article 16 de l'ordonnance n°2020-460 du 22 avril 2020, il est proposé un abattement de la TLPE 2020 à hauteur d'un trimestre soit 25% du montant annuel.

En effet, par dérogation aux articles L.2333-8 et L.2333-10 du Code général des collectivités territoriales ainsi qu'au paragraphe A de l'article L.2333-9 du même code, les communes ayant choisi d'instaurer une TLPE avant le 1^{er} juillet 2019 (ce qui est le cas pour la Ville de Montpellier) peuvent, par une délibération prise avant le 1^{er} septembre 2020, adopter un abattement du montant de cette taxe due par chaque redevable au titre de l'année 2020.

Cet abattement sera appliqué à tous les redevables quel que soit leur secteur d'activité, leur taille ou la nature des supports. La TLPE étant chaque année facturée à terme échu, cet abattement sera appliqué/constaté en 2021 à l'occasion de la facturation effective de la TLPE 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'abattement tarifaire proposé pour la TLPE 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-134877-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.